



Élection volée, fausse insurrection

L'Amérique sous attaque (Chapitre sept)

- Gerald Flurry
- [04/01/2023](#)

Lire le chapitre précédent : [L'Amérique n'a pas d'aide](#)

Dans une interview d'octobre 2020, Joe Biden, a déclaré : « Nous avons mis en place... l'organisation de fraude électorale la plus étendue et la plus inclusive de l'histoire de la politique américaine ». Il n'avait évidemment pas l'intention de dire cela, mais il est difficile de l'ignorer lorsque la *fraude électorale étendue et organisée* est précisément ce qui l'a amené au pouvoir.

C'est pratiquement un secret de polichinelle que les démocrates radicaux ont volé l'élection présidentielle américaine de 2020. Un mois après l'élection, un sondage de l'université Quinnipiac portant sur 978 électeurs inscrits dans tout le pays a révélé que 77 pour cent des républicains pensaient qu'il y avait eu une fraude électorale généralisée pendant l'élection, et que 34 pour cent de tous les électeurs inscrits pensaient que la victoire de Biden était illégitime. Et la proportion d'Américains qui considèrent Joe Biden comme un faux président n'a fait qu'augmenter depuis. Selon un sondage Axios, réalisé en janvier 2022, auprès de 2 649 électeurs inscrits, plus de 40 pour cent des Américains ne croient pas que Joe Biden ait gagné l'élection de manière légitime. Cela indique que plus de 100 millions d'Américains croient que l'élection a été volée, y compris un grand nombre de démocrates. En fait, beaucoup de démocrates savent qu'elle a été volée.

PT_FR

Les totaux officiels montrent qu'un nombre record de 74,2 millions de personnes ont voté pour le président Donald Trump—près de 5 millions de plus que n'importe quel candidat dans l'histoire américaine. Pourtant, Joe Biden a officiellement reçu 7 millions de voix de plus que cela. Il a obtenu 12 millions de voix de plus que Barack Obama.

Ce total officiel n'a pas été atteint en raison d'une vague d'enthousiasme sans précédent pour un candidat présidentiel singulièrement capable et attrayant. Joe Biden était un politicien de 47 ans de carrière, enclin aux gaffes et lié à la corruption, qui faisait campagne principalement depuis son sous-sol. Le nombre de voix de Joe Biden a été atteint grâce à une planification minutieuse, un non-respect flagrant des lois, une corruption de premier ordre, une tromperie éhontée et une propagande omniprésente.

Les informations sur l'ampleur de la fraude électorale sont nombreuses. L'une des meilleures sources est le troisième volume de l'étude du Dr Peter Navarro sur la fraude électorale. Cette étude a mis en évidence 3 069 002 de « votes illégaux possibles » dans les seuls « *swing states* » [États clés] que sont l'Arizona, la Géorgie, le Michigan, le Nevada, la Pennsylvanie et le Wisconsin. Étant donné que la marge de « victoire » de Joe Biden dans tous ces États *réunis* n'était que le dixième de ce chiffre (312 992 voix), aucune personne raisonnable ne peut conclure que l'élection présidentielle a été libre et équitable, et encore moins qu'elle a été « l'élection la plus sûre de l'histoire américaine », comme les gauchistes de la politique et des médias ne cessent de le répéter.

Pourtant, le système judiciaire américain a refusé d'enquêter sur la fraude électorale. L'Administration Trump a intenté au moins 63 procès pour fraude dans plusieurs États. Presque toutes ces poursuites ont été rejetées, non pas sur le fond, mais pour des raisons techniques.

Comme l'ont établi un certain nombre de rapports, d'analyses statistiques, de documentaires et d'autres sources, l'élection présidentielle de 2020 a été entachée de fraude électorale. Elle était organisée. Elle était étendue. Elle était extrême, provocante et flagrante. Et il y avait quelqu'un derrière tout cela qui avait le pouvoir, le motif et l'effronterie de commettre le plus grand vol électoral de l'histoire. Ce n'était pas Joe Biden, mais il sait exactement qui c'était.

Qu'est-ce qui valait la peine pour commettre une telle trahison ?

L'objectif principal était de remettre au pouvoir la machine politique de Barack Obama. Lui et ses agents ont travaillé furieusement pendant la présidence de Trump, pendant sa candidature à la réélection, et surtout pendant l'élection elle-même.

Tirer les ficelles

Barack Obama est le premier président depuis plus d'un siècle à rester à Washington, D.C., après avoir quitté ses fonctions. Tous les autres présidents ont quitté la capitale par respect pour leur successeur, la présidence et la nation. Pourquoi Obama est-il resté ? En mars 2017, le *Daily Mail* de Grande-Bretagne a écrit que la maison d'Obama, à quelques kilomètres de la Maison-Blanche, était devenue le « centre névralgique de l'insurrection croissante contre son successeur, le président Donald J. Trump ».

Ce journal britannique pouvait reconnaître exactement ce qui se passait : basé à D.C., cet homme commandait la gauche radicale pendant tout ce temps. M. Obama était personnellement impliqué dans la recherche du renversement du président Trump ! *Insurrection* est le mot juste.

En mars 2020, Obama a guidé la sélection de Joe Biden comme candidat démocrate à la présidence. Par exemple, il a directement appelé Pete Buttigieg après que celui-ci s'est retiré de la course et lui a demandé de soutenir Biden. Ses assistants ont passé des appels similaires aux candidates Amy Klobuchar et Elizabeth Warren.

Entre mars et novembre, Obama et son équipe ont fait une campagne intensive pour Joe Biden. La vice-présidente de Biden, Kamala Harris, a également été sélectionnée par M. Obama.

Barack Obama a gardé son nom en dehors de la plupart des gros titres, mais il exerçait son pouvoir en permanence. Son autorité destructrice est sans précédent dans l'histoire des États-Unis ! La seule raison pour laquelle plus de gens ne peuvent pas le reconnaître, c'est que la tromperie de Satan dans le monde a atteint une intensité sans précédent. La plupart des gens *ne voient pas du tout* la dimension spirituelle de cette crise.

Ces radicaux ont fait pression pour que des changements majeurs et anticonstitutionnels soient apportés aux lois électorales, et ils ont mis en œuvre des procédures électorales qui violaient franchement les lois existantes. Ils ont utilisé des systèmes de vote électronique peu sécurisés. Ils ont exigé une expansion massive de l'utilisation des bulletins de vote par correspondance, manifestement propices à la fraude. Nous savons maintenant qu'une grande partie de la fraude a été commise avec ces votes par correspondance. Pour ne prendre qu'un exemple, l'organisation de journalistes sous couverture, Project Veritas, a découvert des *milliers* d'électeurs inscrits en Géorgie qui partageaient tous une même adresse en face du bureau du secrétaire d'État de Géorgie, Brad Raffensperger, au capitol de l'État.

Le 3 novembre, la gauche radicale était prête à manipuler une élection.

Le jour du scrutin

Comme les médias de gauche l'avaient prédit et prévu, le jour de l'élection, Donald Trump a pris une avance considérable, en remportant les États décisifs que sont la Floride et l'Ohio. Il est rare qu'un candidat perde lorsqu'il remporte ces deux États. Le *Time* a ensuite publié un article de Molly Ball intitulé « L'histoire secrète de la campagne de l'ombre qui a sauvé l'élection de 2020 ». M. Ball a expliqué la réaction des démocrates face à l'avance massive de Trump : « La nuit des élections a commencé par le désespoir de nombreux démocrates. Trump était en avance sur les sondages de pré-élection, remportant facilement la Floride, l'Ohio et le Texas, et gardant le Michigan, le Wisconsin et la Pennsylvanie où les résultats étaient très serrés » (4 février 2021).

M. Ball a expliqué que les dirigeants démocrates et les militants de gauche ont participé à un appel vidéo à 23 heures ce soir-là pour discuter de la marche à suivre. Les militants étaient prêts à descendre dans la rue si l'élection ne tournait pas en faveur de Biden.

Puis, à 11h20, *Fox News* a stupéfié la nation en annonçant que l'Arizona était favorable à Biden avant même que 10 pour cent des votes aient été enregistrés. Cela s'est avéré être le début d'un changement de dynamique dans l'élection.

De nombreuses personnes se sont couchées la nuit du 3 novembre en pensant que Donald Trump avait remporté l'élection haut la main, pour se réveiller le lendemain matin en voyant des États clés comme la Pennsylvanie, le Wisconsin, le Michigan et la Géorgie passer à Joe Biden.

Ce qui s'est passé au cours des jours suivants ne ressemblait à rien de ce que l'Amérique avait vu auparavant. De façon étonnante, les démocrates avaient « averti » les gens depuis des mois qu'ils devaient s'attendre à ce qui s'est passé. Comment le savaient-ils ?

Dans le comté de Fulton, en Géorgie, le plus grand et le plus corrompu des comtés de l'État, les bulletins de vote par correspondance ont été comptés dans l'arène de *State Farm*. Le soir du 3 novembre, les responsables de l'arène ont déclaré qu'ils avaient fini de compter les bulletins pour la nuit et que les observateurs du scrutin et les médias devaient partir. Mais quelques membres du personnel électoral sont restés sur place et—illégalement—ont continué à compter les bulletins sans la présence des observateurs. Des séquences vidéo ont montré des agents électoraux faisant passer des bulletins dans les machines à compter plusieurs fois. Un gain correspondant de votes pour Biden l'a mis à égalité avec le président Trump. Au cours des jours suivants, les démocrates ont réussi à produire suffisamment de bulletins pour donner la victoire à Biden avec environ 11 000 voix d'écart.

En Pennsylvanie, le président Trump a vu son avance de 600 000 voix s'évaporer pendant la nuit. À Pittsburgh, on a demandé aux employés des bureaux de vote d'arrêter le comptage et de revenir le lendemain matin. À Philadelphie, des circonscriptions électorales fortement démocrates n'ont pas permis aux observateurs républicains d'assister au processus de comptage, au mépris des décisions de justice. Les démocrates contrôlent la Cour suprême de l'État et le bureau exécutif, de sorte qu'il est difficile de mettre au jour tout acte répréhensible.

À Detroit, dans le Michigan, comme dans le comté de Fulton, les bulletins de vote par correspondance étaient tous traités dans un lieu central, le *TCF Center*. Des images de surveillance montrent une camionnette blanche entrant dans le centre aux premières heures du matin, bien après la date limite de dépôt des bulletins. Des hommes ont déchargé des boîtes de bulletins de vote par correspondance de la camionnette. Le procureur général Barr a déclaré plus tard qu'il avait examiné l'affaire et qu'on lui avait dit que c'était simplement la façon dont les élections à Detroit étaient gérées. Vraiment ? Alors que la tension montait au *TCF Center* les jours suivants, les observateurs du scrutin et les médias ont été interdits d'observer le processus de comptage. Les employés du bureau de vote ont mis des cartons pour couvrir les fenêtres où le comptage avait lieu.

De même, à Milwaukee, dans le Wisconsin, les bulletins de vote par correspondance ont été livrés au centre de comptage au milieu de la nuit. Chaque fois que les bulletins postaux étaient comptés, l'avance de Trump disparaissait. À Green Bay, dans le Wisconsin, les démocrates avaient en fait les clés des salles de stockage des bulletins ! Cela s'explique par le fait que la ville a reçu une subvention d'un million de dollars de la part d'une organisation démocrate à but non lucratif qui a conditionné l'octroi de cet argent à la possibilité pour ses élus de gérer certaines parties du processus électoral dans des villes comme Green Bay. Ce même organisme à but non lucratif a donné une quantité disproportionnée d'argent à des bastions démocrates dans des États clés.

Ce ne sont là que quelques-uns des événements alarmants et sans précédent qui ont eu lieu le soir des élections.

Il y a aussi les données statistiques qui montrent à quel point la soi-disant victoire de Biden a été inhabituelle, notamment le fait qu'il ait perdu 18 des 19 *bellwether counties* » [comtés indicateurs] et qu'il ait été moins performant dans les régions démocrates en dehors des « *swing states* » [États clés].

En outre, de nombreux comportements suspects et anarchiques suggèrent que les démocrates dirigent ce qui est peut-être la plus grande dissimulation de l'histoire américaine. Les démocrates ont menacé de recourir à la violence pour empêcher les républicains d'enquêter sur l'élection. Dans le Michigan, les démocrates ont menacé les enfants des fonctionnaires du comté qui ont déclaré qu'ils refuseraient de certifier l'élection en raison du grand nombre d'irrégularités. Dans le comté de Maricopa, en Arizona, les responsables du comté ont refusé de remettre aux auditeurs des disques durs contenant des informations sur les élections de 2020, au mépris d'une décision de justice. En Géorgie, des images vidéo montrent des personnes déposant plusieurs bulletins de vote dans des urnes, en violation des lois de l'État. Le cinéaste Dinesh D'Souza a produit en 2022 un documentaire intitulé *2 000 mules* exposant la stratégie des démocrates consistant à remplir les urnes de bulletins de vote par correspondance.

Tout cela a été couvert par les médias. Ils étaient complices de la fraude ! Le jour du scrutin, le *New York Times* a microblogué : « Le rôle consistant à déclarer le vainqueur d'une élection présidentielle aux États-Unis revient aux médias d'information ». Il s'est rapidement rétracté, mais cela dit tout ce que vous devez savoir sur leur façon de penser.

Le 7 novembre 2020, malgré toutes les irrégularités et les preuves de crimes, les sociétés de presse gauchistes, en coordination, ont déclaré Joe Biden comme étant le prochain président de l'Amérique.

'Joebama'

Lorsque Joe Biden et Kamala Harris ont désigné et nommé des personnes pour des fonctions exécutives dans la nouvelle Administration, beaucoup de ces personnes étaient soit proches d'Obama, ou avaient fait partie de son Administration. Dans une interview accordée à *Politico* le 23 novembre 2020, M. Obama s'est montré satisfait. « Vous êtes en train de voir se développer une équipe en laquelle j'ai une grande confiance », a-t-il déclaré. Bien sûr qu'il avait une grande confiance en eux : c'étaient ses gens ! Il a même admis que 90 pour cent du cabinet de Biden étaient composés de ses hommes.

Dans l'*Epoch Times*, Lee Smith écrit : « Obama veut faire comprendre que Biden est un avatar d'un troisième mandat Obama. Il peut maintenant achever le travail de "transformation fondamentale de l'Amérique", comme il l'a dit quelques jours avant les élections de 2008 » (17 novembre 2020).

Freddy Gray, rédacteur en chef du *Spectator USA*, a utilisé le terme *Joebama* pour décrire la présidence entrante. « Obama a un peu l'air d'un roi du monde ces jours-ci, mais on ne peut pas lui reprocher de se sentir joyeux... Sa grande Némésis, Donald Trump, semble enfin avoir été vaincue—et sa bande reprend les rênes de Washington... En fait, l'Administration Biden entrante est sans doute plus obamienne que ne l'était la première Administration Obama » (28 novembre 2020). Un membre de l'équipe de campagne de Biden a même déclaré à *Politico* : « Les membres de l'équipe d'Obama sont en train de supprimer les personnes qui ont permis à Biden d'être élu ».

À la mi-décembre, ce qui s'apparentait à une troisième Administration Obama était prêt à réintégrer la Maison-Blanche.

Le plus remarquable, c'est que la plupart des Américains n'ont eu aucun problème avec cela. La présence d'Obama dans la campagne électorale, la victoire et les nominations de Biden n'ont jamais reçu l'attention qu'elles méritaient. Pour la plupart des gens—en particulier les grands médias, qui se pâment devant Obama—c'était un facteur positif. Mais prophétiquement, c'est une énorme préoccupation. Antiochos reprenait illégalement, par trahison, le contrôle du pays, et la plupart des Américains ne semblaient pas s'en soucier. Le plan d'Obama était de revenir à la Maison-Blanche—au moins en tant que marionnettiste dirigeant Joe Biden et Kamala Harris—pour poursuivre son grand objectif de changer fondamentalement l'Amérique.

Obama lui-même l'a dit dans une interview avec l'humoriste Stephen Colbert en novembre 2020 : « Les gens me demandaient, sachant ce que vous savez maintenant, est-ce que vous auriez aimé avoir un troisième mandat ? Et j'avais l'habitude de dire, si je pouvais faire un arrangement où j'avais une doublure, un homme ou une femme de façade, et qu'ils avaient une oreillette, et que j'étais juste dans mon sous-sol en jogging à regarder les affaires, et que je pouvais en quelque sorte délivrer les lignes, mais que quelqu'un d'autre faisait tout le discours et la cérémonie, je serais très bien avec cela parce que je trouvais le travail fascinant. » M. Obama a fait d'autres déclarations similaires indiquant son désir d'exercer le pouvoir.

Jésus a dit : « Car c'est de l'abondance du cœur que la bouche parle » (Matthieu 12 : 34).

Le vol de l'élection de 2020 remet cet homme aux commandes, prêt à gouverner par l'intermédiaire d'un président illégitime.

Un effort pour obtenir la justice

Dans les semaines qui ont suivi l'élection, les contestations juridiques se sont succédées, ont été ignorées, refusées ou rejetées, même par la Cour suprême. Puis, deux semaines avant l'investiture, le Congrès s'est réuni pour certifier les résultats de l'élection, le 6 janvier 2021.

Un rassemblement « Save America » [Sauver l'Amérique] d'environ 200 000 personnes s'est tenu à Washington pour protester contre la fraude et le vol des élections. Le président Trump s'est adressé à la foule et a déclaré qu'il savait que les participants se rendraient au Capitole pour faire entendre leur voix « pacifiquement et patriotiquement ».

La foule s'est dirigée vers le Capitole. Des vidéos montrent la police pulvérisant des gaz lacrymogènes sur des personnes qui protestaient pacifiquement. Certaines personnes ont commencé à se heurter à la police. Les démocrates refusent de diffuser les principales images de sécurité, mais d'autres images et des témoignages révèlent que le Capitole était peu gardé, que les panneaux « zone interdite » ont été déplacés très tôt et que la police a admis les manifestants dans le bâtiment. Ils essayaient d'inciter la foule. Certains manifestants ont brisé des vitres, d'autres ont vandalisé le bureau de la présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, et d'autres encore sont entrés dans la salle du Sénat. D'autres personnes dans la foule ont essayé d'arrêter les vandales et les intrus et ont supplié la police de faire plus pour les arrêter. Les membres du Congrès ont évacué les lieux pendant quelques heures, le temps que la police sécurise à nouveau le bâtiment.

Les manifestants n'ont tué personne, et aucun n'a utilisé d'arme à feu. La seule victime par balle a été Ashli Babbitt, une manifestante non armée qui ne présentait aucun danger, mais qui a été abattue par un agent de la police du Capitole. Quand le sang coule comme cela, les choses deviennent plus graves.

C'était un jour horrible de l'histoire américaine. Les personnes qui ont commis des méfaits tels que le vandalisme de ce grand bâtiment historique devraient être réprimandées de manière appropriée. Après l'intrusion dans le Capitole, le président Trump lui-même a demandé aux manifestants de maintenir l'ordre, de soutenir les forces de l'ordre et de « rentrer chez eux maintenant ». Il a par la suite exhorté à « ne pas recourir à la violence, à ne pas enfreindre la loi et à ne commettre de vandalisme d'aucune sorte ».

Mais les élites radicales du gouvernement et des médias se sont emparés de cette manifestation indisciplinée. Ils ont pris un incident impliquant des personnes qui ont commis un délit d'intrusion pour protester contre une élection perdue et l'ont qualifié d'assaut contre la démocratie américaine, pire que *Pearl Harbor*, le 11 septembre ou tout autre événement depuis la guerre civile. Ils l'ont qualifié d'insurrection et l'ont utilisé pour cibler leurs ennemis politiques afin de les censurer, les salir, les réduire au silence, les boycotter, les poursuivre, les emprisonner et pire encore. Ils l'ont utilisé comme une arme pour détruire complètement leur opposition.

C'est devenu l'un des exemples les plus effrayants de l'attaque contre l'Amérique.

L'aveu de Rosenberg

Les 8 et 9 mars 2022, deux vidéos importantes ont été publiées et ont été largement ignorées. Elles ont été produites par Project Veritas, qui enquête et dénonce la corruption et la fraude, souvent en incitant les gens à divulguer des informations et en les enregistrant secrètement. Ces deux vidéos montrent le journaliste Matthew Rosenberg, lauréat du prix Pulitzer, lors d'une conversation concernant son employeur, le *New York Times*.

Rosenberg est correspondant pour la sécurité nationale. Il se trouvait à l'extérieur du Capitole le 6 janvier avec deux autres collègues, « et nous nous amusions », a-t-il dit. Il a également dit : « Je sais que je suis censé être traumatisé » et s'est moqué des autres journalistes qui « n'arrêtaient pas de parler de leur traumatisme » parce qu'ils étaient au Capitole ce jour-là. Il a dit qu'ils n'étaient « pas en danger » et qu'ils déformaient la situation. Il a dit que la foule n'était pas organisée et qu'« il y avait une tonne d'informateurs du FBI parmi les personnes qui ont attaqué le Capitole ».

Rosenberg faisait droit à la vérité et contredisait ce que le *New York Times* affirme depuis plus d'un an : la manifestation du 6 janvier 2021 n'était pas une insurrection organisée par des partisans de Trump.

Mais les radicaux de la politique et des médias ont agi comme si tout le monde avait été traumatisé. Le 7 janvier, Nancy Pelosi a ordonné l'érection d'une clôture autour du Capitole et a fait intervenir la Garde nationale, maintenant des troupes sur place pendant des mois. Des personnes arrêtées pour intrusion, qui ne savaient peut-être même pas qu'elles le faisaient, ont été traitées comme des terroristes, détenues en prison pendant des mois sans procès. Ils ne participaient pas à une insurrection le 6 janvier ; ils *protestaient contre* l'insurrection du 3 novembre !

Rosenberg n'est pas un conservateur. Mais alors qu'il soulignait certains méfaits relativement mineurs commis ce jour-là, il a dit : « [L]a réaction excessive de la gauche... dans certains endroits, était tellement exagérée. » Oui, des torts ont été commis, mais ils étaient très mineurs comparés à une *insurrection*. Et beaucoup d'entre eux, et même la plupart, ont été fomentés par des gauchistes qui ont infiltré la manifestation *pour créer des problèmes* !

Que faisait le FBI sur place ?

Il est apparu que des militants de la gauche radicale, dont Antifa et *Black Lives Matter*, avaient infiltré la foule, se faisant passer pour des partisans de Trump et tentant de provoquer des violences de type Antifa.

John Sullivan, un agitateur gauchiste bien connu qui a fondé un groupe nommé Insurgence USA, est vu dans des séquences vidéo portant un chapeau Trump à l'extérieur du bâtiment et tentant d'inciter la foule à la colère. Il a également été enregistré à l'intérieur sur les lieux du tir mortel. Il est l'un des individus qui ont brisé la fenêtre du vestibule du Porte-parole pendant que les officiers de l'autre côté avaient leurs armes au poing. C'est par cette fenêtre qu'Ashli Babbitt a ensuite essayé de passer lorsqu'elle a été abattue. Lorsque l'officier a appuyé sur la détente et qu'elle est tombée sur le sol en saignant du cou, Sullivan était à quelques mètres d'elle, enregistrant la vidéo. Il aurait commencé à prétendre qu'elle était morte, alors que ce n'était probablement pas le cas à ce moment-là et que les policiers qui étaient immédiatement sur les lieux disaient pouvoir la sauver. Alors même que le sang coulait, Sullivan essayait de soulever la foule et d'aggraver une situation déjà difficile.

Plus tard ce jour-là, Sullivan est passé devant les caméras, y compris à CNN, pour donner son compte rendu des violences à l'intérieur du Capitole. Les intervieweurs n'ont pas demandé ce qu'il faisait là en tant qu'agitateur gauchiste.

De plus en plus de preuves montrent que les agents de l'État profond *voulaient que des personnes* comme Sullivan causent des problèmes et que les médias de gauche s'empressaient de faire croire que ce n'était pas le cas.

Par exemple, parmi la foule du 6 janvier se trouvaient de nombreux informateurs du FBI. Des images filmées avant la manifestation montrent un homme, Ray Epps, incitant directement les manifestants à entrer dans le Capitole. La foule autour de lui a crié « Non ! » et a commencé à scander « Fed ! ». Ils ont compris que leur propre gouvernement essayait de rendre leur manifestation violente. Il a depuis été révélé qu'il y avait environ 100 agitateurs du FBI dans cette foule ! Certains des instigateurs de la violence semblent avoir été des personnes travaillant avec le FBI.

Pourquoi ? C'est profondément troublant. Qu'essayaient-ils d'accomplir ?

Lorsque Fox News a diffusé ces vidéos de M. Rosenberg, elles ont mentionné le fait qu'il avait dit que le danger ce jour-là était fortement exagéré, mais elles n'ont même pas parlé de son commentaire selon lequel « il y avait une tonne d'informateurs du FBI parmi les personnes qui ont attaqué le Capitole ». Il semble que les dirigeants de la chaîne aient demandé à leurs journalistes de ne pas en parler. C'est le cas de Fox News, qui est censé être un journal conservateur. Le New York Times et les autres grands médias américains sont beaucoup plus radicalement libéraux. Et leurs dirigeants s'attachent à façonner le récit du 6 janvier pour une raison importante et spécifique.

Qui a profité du 6 janvier ?

À l'intérieur du Capitole, le 6 janvier 2021, plus de 100 membres du Congrès étaient prêts à s'opposer à la certification de l'élection présidentielle de 2020. Les gens de six États du champ de bataille avaient crié à la fraude électorale importante qui s'était produite. Les radicaux avaient commis un acte de trahison massif pour voler l'élection, et sur certains points importants, ils avaient été pris ! Une grande partie de la fraude avait été découverte ; un nombre considérable de votes avaient été volés dans six États. Ces plus de 100 législateurs étaient prêts à s'attaquer aux crimes électoraux qui avaient donné à Joe Biden un nombre inconcevable de 81 millions de voix. Ces membres du Congrès étaient prêts à défendre la vérité et à essayer d'arrêter une élection volée.

Mais la manifestation du 6 janvier et la réaction de la gauche à cette manifestation ont changé tout cela.

« ... Donald Trump n'avait rien à gagner et tout à perdre par l'assaut violent du Capitole ce jour-là », a écrit Frank Miele pour *RealClearPolitics*. « La seule chance de garder Trump à la Maison-Blanche n'était pas d'envahir le Capitole, mais de garder cet édifice en sûreté, pendant que nos représentants débattaient de la validité de l'élection en utilisant le processus entièrement constitutionnel qui se déroule à l'intérieur des salles du Congrès » (3 janvier 2022). C'est une vérité essentielle ! Donald Trump n'avait absolument rien à gagner d'un assaut sur le Capitole ce jour-là.

« Les votes électoraux d'au moins cinq États ont été contestés—non pas par un coup d'État, mais par une méthode légale également utilisée par les démocrates lors d'élections précédentes », poursuit Frank Miele. Pensez à l'élection présidentielle de 2000 entre Al Gore et George W. Bush, qui s'est jouée sur la certification du vote en Floride. Al Gore a prétendu qu'il y avait eu fraude, et les démocrates ont donc fait pression pour obtenir tous les recours juridiques possibles afin de contester le vote en Floride. Mais ils ont montré qu'ils pensent que de tels recours sont réservés aux démocrates, et non aux républicains.

Le 6 janvier 2021, « les sénateurs républicains et les membres de la Chambre des représentants s'étaient mis en rang pour faire valoir au public et à leurs collègues constitutionnels que quelque chose était pourri dans les États de l'Arizona, de la Géorgie, de la Pennsylvanie, du Wisconsin et du Michigan, et que l'élection était donc entachée », écrit Frank Miele. Tout ce qu'ils ont cherché à faire était conforme à la Constitution. « Mais la violence à l'extérieur a donné lieu à un débat fortement tronqué à l'intérieur qui a été pratiquement ignoré, et même carrément moqué ou honni, par les grands médias. L'émeute a instantanément réduit à néant toute chance pour Trump de faire prévaloir son argument selon lequel l'élection avait été volée » (ibid.).

C'est cela le problème : Trump n'avait rien à gagner de cette violence, mais la gauche radicale avait tout à gagner ! L'événement du 6 janvier a tout terminé pour le président Trump. Presque personne ne s'est levé pour lui, pour la Constitution ou pour l'Amérique.

Rosenberg semble penser que la réaction « excessive » de la gauche radicale à « l'insurrection » est regrettable pour les gauchistes moins radicaux. Il ne réalise pas que cette réaction exagérée était le but recherché. Pour couvrir leur élection volée et certifier leur coup d'État perfide, les radicaux devaient commettre encore plus de trahison. C'est pourquoi la manifestation du 6 janvier comprenait « une tonne » d'informateurs du FBI, ainsi que des gauchistes radicaux et même des agitateurs du FBI : ils voulaient utiliser cette manifestation pour couvrir leur trahison. Les radicaux ont volé l'élection de 2020—puis ont été à l'origine des aspects les plus déplaisants du 6 janvier puis ont réagi de manière excessive à cette manifestation pour la discréditer et pour bloquer toute opposition à la certification de l'élection volée.

Leur plan a parfaitement fonctionné : ces 100 membres du Congrès et le vice-président ont cédé.

Un manque de courage

Dans le discours que le président Trump a prononcé ce jour-là, il a lancé un appel direct à son vice-président, qui avait un rôle dans la certification de l'élection. « Mike Pence, j'espère que vous allez vous lever pour le bien de notre Constitution, et pour le bien de notre pays », a-t-il dit. « Et si vous ne le faites pas, je serai très déçu par vous. Je vais vous le dire tout de suite, je n'entends pas de bonnes histoires. »

Après que M. Pence a permis que le vote frauduleux soit certifié, le président Trump a posté sur les médias sociaux : « Mike Pence n'a pas eu le courage de faire ce qui aurait dû être fait pour protéger notre pays et notre Constitution, en donnant aux États une chance de certifier, de corriger un ensemble de faits, et non les faits frauduleux et inexacts, qu'on leur a demandé de certifier précédemment. »

Quel genre de trahison est-ce là ? Les législatures des États continueraient-elles à se battre pour le président, lorsque même le vice-président ne le fait pas ? Constitutionnellement, M. Pence aurait pu et aurait dû exiger une enquête. Mais il a dit : « C'est mon jugement réfléchi que mon serment de soutenir et de défendre la Constitution me contraint à revendiquer une autorité unilatérale pour déterminer quels votes électoraux devraient être comptés, et lesquels ne devraient pas l'être. »

C'était un mensonge tordu. Il ne « soutenait pas et ne défendait pas la Constitution » en ignorant les gens dans six *swing states* [États clés] qui criaient à la fraude partout ! Des criminels avaient piétiné la Constitution ! Personne ne demandait à M. Pence de changer les votes : ils demandaient une protection légale contre les votes volés.

« Pence avait l'autorité en tant que [vice-président] de ne pas certifier », a dit l'ancien fonctionnaire de Trump, Peter Navarro, au *Daily Mail* (1^{er} novembre 2021). Il explique que ces plus de 100 membres du Congrès étaient prêts « à remettre en question les résultats dans les six États du champ de bataille, ce qui nous aurait valu 12 heures d'audiences télévisées sur toutes les irrégularités électorales ». Ces audiences auraient pu « galvaniser le public américain derrière la réalité que cette élection est probablement volée, et tout ce que Pence avait à faire était de dire qu'il y a suffisamment d'incertitude ici pour que nous ayons à renvoyer cela aux États et examiner les choses, puis nous reviendrons dans deux semaines et prendrons une décision. C'est tout ce qu'il avait à faire », a dit Navarro.

Mais la violence a mis un terme à ce plan de manière abrupte. Les dirigeants républicains, Mitch McConnell et Kevin McCarthy ont utilisé « l'excuse de la violence au Capitole pour mettre fin à toute tentative pour contester les résultats des élections », a dit Navarro.

C'est précisément pourquoi les gauchistes radicaux voulaient le chaos au Capitole ce jour-là.

« ... Michael Richard Pence aura assuré sa place dans l'histoire comme le Brutus le plus responsable à la fois de la trahison finale du président Trump et de l'enterrement sans cérémonie de l'intégrité des élections », a dit Navarro.

Ces dirigeants républicains ont trahi le président. Et les tribunaux, jusqu'à la Cour suprême, ont rejeté les contestations juridiques pour des raisons techniques. Ils se sont tous enfuis, comme Jonas, de leur devoir.

Et parce que les républicains ont cédé, Joe Biden a été investi¹.

Mise en accusation

Il faut des mesures extrêmes pour voler et garder le pouvoir. Mais c'est à cela que les gauchistes radicaux ont eu recours, y compris ceux de Washington.

Le 13 janvier 2021, une semaine seulement avant l'expiration du mandat présidentiel de Donald Trump, la Chambre des représentants l'a mis en accusation pour son discours du 6 janvier. Ce fut la mise en accusation la plus rapide de l'histoire—et la deuxième mise en accusation de ce président, 56 semaines seulement après la première. Ils l'ont accusé d'« incitation à l'insurrection », l'accusant d'avoir « délibérément incité à la violence contre le gouvernement des États-Unis ».

C'était une accusation ridicule. Même le professeur de droit libéral, Jonathan Turley, a noté que le président Trump « à vrai dire, n'a jamais appelé à la violence ou à une émeute ». En fait, le président Trump avait demandé 10 000 gardes nationaux pour maintenir l'ordre le 6 janvier. Mais Nancy Pelosi, qui est en partie responsable de la sécurité du Capitole, a dit non, tout comme la police du Capitole et le maire de Washington, D.C. (Après le 6 janvier, cependant, Pelosi et d'autres ont appelé la Garde et érigé une clôture comme si la zone était une zone à haut risque).

Pelosi a admis que cette mise en accusation était en partie une tentative pour éliminer toute chance que Trump occupe une fonction publique à l'avenir.

Joe Biden a ensuite été investi, et M. Trump a quitté la ville. L'affaire de la mise en accusation a été portée devant le Sénat, mais celui-ci n'a pas réussi à atteindre la majorité nécessaire des deux tiers, et le président a donc été acquitté. Néanmoins, tous les sénateurs démocrates et sept sénateurs républicains ont voté pour la condamnation de M. Trump. Certains républicains n'apprécient pas la façon dont le président Trump a perturbé le statu quo politique ; ils veulent purger le parti de son influence. Tous ces efforts sont bien plus destructeurs pour l'Amérique que la plupart des gens ne le réalisent !

Pendant ce temps, les dirigeants des médias et des technologies se sont concertés pour utiliser l'émeute du 6 janvier comme prétexte pour museler Donald Trump. Twitter l'a suspendu le jour même. Le lendemain, le 7 janvier, l'ancienne première dame Michelle Obama a écrit une lettre ouverte demandant aux entreprises technologiques de « cesser de permettre ce comportement monstrueux ». En moins de 24 heures, les interdictions ont commencé. Twitter a banni M. Trump de façon permanente afin que ses 88 millions d'abonnés ne puissent plus lire ses messages.²

Facebook a fermé son compte. Apple, Discord, Google, Instagram, Pinterest, Reddit, Shopify, Snapchat, Stripe, TikTok, Twitch, YouTube et d'autres grandes plateformes ont interdit ou restreint ses messages et ceux de ses suiveurs sous une forme ou une autre. Ces grandes entreprises de haute technologie ont agi comme si elles étaient trop « vertueuses » pour permettre aux gens de lire ou d'entendre ce que le président a dit, alors que leurs points de diffusion sont remplis de saletés et de pollutions ! Les principaux réseaux de télévision ont refusé de diffuser le discours d'adieu du président des États-Unis. Le directeur politique d'*ABC News* a déclaré que les autorités devaient commencer à « nettoyer le mouvement » associé au président Trump.

Le gouvernement fédéral commençait déjà son « nettoyage ».

Purge patriotique

Le FBI a lancé une campagne nationale pour inciter les gens à dénoncer ceux qui ont participé à la manifestation du 6 janvier. Le gouvernement a arrêté et emprisonné des partisans de Trump pendant des mois sans leur donner une journée devant un tribunal. Ils n'aborderont pas les preuves d'instigateurs radicaux, d'informateurs fédéraux et même d'instigateurs fédéraux détournant une manifestation pacifique ; les documents d'inculpation fédéraux incluent un certain nombre de conspirateurs associés non nommés et non accusés. (Selon *Revolver News*, la raison pour laquelle certains manifestants n'ont pas été inculpés, c'est qu'ils sont des agitateurs du FBI ou de véritables agents). Mais ils vont proclamer que cette bande de touristes participait à une « insurrection ».

Ce sont les mêmes personnes qui ont présenté les manifestations de *Black Lives Matter* de 2020, au cours desquelles des bâtiments ont été brûlés et des personnes sont mortes, comme « essentiellement pacifiques » !

Le gouvernement continue d'empêcher les gens de voir la plupart des 14 000 heures d'images enregistrées lors de l'événement du 6 janvier. L'animateur de *Fox News*, Tucker Carlson, a rassemblé les éléments qui existent pour montrer la vérité sur ce qui s'est passé, et a produit un documentaire intitulé *Patriot Purge*. Il montre que la façon dont les radicaux utilisent cet événement est diabolique !

Un couple était au Capitole et a vu la manifestation, mais n'est jamais entré dans le bâtiment. Ils ont senti que quelque chose n'allait pas. Après être rentrés chez eux en Alaska, un jour, des agents du FBI ont frappé à leur porte. Ils ont déclaré qu'ils cherchaient l'ordinateur portable de Nancy Pelosi, ont investi leur maison, ont confisqué l'exemplaire de poche de la Constitution des États-Unis du couple et les ont menottés tous les deux.

Le gouvernement a toujours de nombreuses personnes en prison qui n'ont jamais été jugées—certaines d'entre elles sont en isolement—Nous nous attendons à cela dans des dictatures comme la Russie ou la Chine—mais en Amérique ?

Le régime de Joe Biden a affirmé à plusieurs reprises que « le terrorisme issu de la suprématie blanche est la menace la plus mortelle pour la patrie aujourd'hui » et a attaqué le patriotisme et les principes constitutionnels comme étant « racistes » et pire encore, même au sein de l'armée américaine. Le régime surveille l'activité en ligne du personnel militaire à la recherche de « comportements extrémistes ». L'effort est dirigé par un homme qui a dit que seuls les racistes, les misogynistes et les extrémistes soutiennent Donald Trump. Un sénateur a présenté un projet de loi visant à classer les rassemblements « Make America Great Again » dans la catégorie des « activités terroristes intérieures ». Même les parents mécontents des commissions scolaires qui endoctrinent leurs enfants dans la perversion sexuelle sont pris pour cible !

Dans un bon gouvernement, les autorités doivent avant tout protéger le peuple. Mais le gouvernement américain ne protège pas les Américains—il est, en fait, en train de purger les patriotes ! Ces élites commettent des crimes et des trahisons et traitent les Américains ordinaires comme des criminels et des traîtres !

Nous avons un bon aperçu de ce à quoi ressemble l'autoritarisme du 2^{ème} siècle. Et il est mené par d'anciens agents de l'Administration Obama dirigés, dans les coulisses, par Barack Obama.

Jonas

Regardez à nouveau la prophétie dans 2 Rois 14. Les versets 23 et 25 disent : « La quinzième année d'Amatsia, fils de Joas, roi de Juda, Jéroboam, fils de Joas, roi d'Israël, régna à Samarie. Il régna quarante et un ans... Il rétablit les limites d'Israël depuis l'entrée de Hamath jusqu'à la mer de la plaine, selon la parole que l'Éternel, le Dieu d'Israël, avait prononcée par son serviteur Jonas, le prophète, fils d'Amittai, de Gath Hépher ».

Le prophète Jonas a prophétisé que Jéroboam allait intervenir et sauver le royaume d'Israël. Cela montre que Dieu avait un prophète sur la scène pendant cette période cruciale de l'histoire d'Israël. Dieu était là, et Son prophète aussi, faisant savoir à tous qu'Il était impliqué et qu'Il ne laisserait pas le nom d'Israël être effacé !

La référence à Jonas dans 2 Rois 14 : 25 est encourageante. Dieu veut que nous sachions, au milieu de tous ces événements graves et de ces prophéties accomplies, qu'Il est là, qu'Il envoie Son message prophétique et qu'Il dirige les événements selon Ses desseins !

Il y a aussi un message dans le fait que c'est Jonas qui a donné cette prophétie. Il s'agit du même Jonas que Dieu a chargé plus tard d'avertir Ninive, cette « très grande ville », capitale de l'empire assyrien (Jonas 1 : 2 ; 3 : 3). Dieu voulait que Jonas dise aux dirigeants de cet empire puissant et cruel qu'Il était sur le point de les punir pour leur méchanceté.

Jonas a eu peur de faire cela, et il s'est enfui. En s'enfuyant, il a commis un grave péché devant Dieu.

Cette histoire nous enseigne une leçon cruciale : nous ne devons pas fuir ce que Dieu nous demande de faire. Bien sûr, il y a des choses que nous préférons ne pas faire, mais nous devons faire ce que Dieu nous demande, quelle que soit la difficulté. Lorsque nous sommes confrontés à des difficultés, nous devons être durs et nous préparer à la tâche.

Jonas a d'abord fui son devoir. Les républicains ont abandonné leur devoir. Dieu a un message pour l'Amérique aujourd'hui, et je ne dois pas fuir ce devoir—j'ai l'obligation devant Dieu de le délivrer.

Jonas a été puni en étant avalé par un grand poisson pendant trois jours et trois nuits. Il s'est ensuite repenti et est allé directement à Ninive, leur annonçant ce message pesant (Jonas 3). Il s'est alors produit une chose étonnante : les dirigeants et les habitants de Ninive ont cru Dieu. Les habitants de cette grande ville et de ce puissant empire se sont humiliés (versets 5-10).

C'est vraiment arrivé ! Ces ancêtres des Allemands modernes, du roi aux nobles en passant par tout le peuple, se sont repentis ! C'EST LA SEULE FOIS QU'UN EMPIRE S'EST REPENTI À L'AVERTISSEMENT D'UN PROPHÈTE DE DIEU.

Je suis sûr que Dieu veut que cette histoire soit soulignée. Dieu désire profondément que les gens se repentent. Même dans l'Amérique d'aujourd'hui, aussi graves que soient les problèmes qui détruisent notre pays, nous pourrions tout renverser si nous faisons comme les Ninivites, si nous nous humiliions devant Dieu et si nous nous repentions.

Lire le chapitre suivant : [Ce n'est pas de l'incompétence](#)

1. L'après-midi même après avoir prêté serment, Joe Biden a signé 17 décrets visant principalement à détruire ce que le président Trump avait fait pour l'économie américaine, l'énergie, la frontière et l'éducation. Il a ensuite fait avancer le programme d'Obama, qui consiste à effacer l'histoire, les traditions et les fondements bibliques de l'Amérique, à laisser les immigrants, y compris les criminels et les trafiquants de drogue, se déverser par la frontière, à dépenser des milliards pour le logement, les soins de santé, l'éducation et l'aide sociale, et à enfoncer ce pays dans une dette de 30 000 milliards de dollars. Cela plonge la nation dans un avenir radicalisé sans précédent. [↪](#)

2. À titre d'exemple, J. Biden avait 20 millions de suiveurs sur Twitter, et la moitié d'entre eux se sont révélés faux. [↪](#)